



---

# communiqué

---

Date Le 16 mars 1990

N<sup>o</sup> 051

Pour publication

LE CANADA PARTICIPE AUX POURPARLERS DE LA CSCE

SUR L'AVENIR ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark et le ministre du Commerce extérieur, John C. Crosbie, ont annoncé aujourd'hui la participation du Canada à la Conférence sur la coopération économique en Europe qui aura lieu à Bonn, en République fédérale d'Allemagne, du 19 mars au 11 avril 1990. Cette conférence s'inscrit dans le processus permanent qu'est la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Le ministre Crosbie représentera le Canada aux séances plénières, du 9 au 11 avril. Il sera accompagné d'un groupe de dirigeants éminents du milieu canadien des affaires.

"Au cours des quinze dernières années, la CSCE a réussi à faire progresser la sécurité et la confiance en Europe, tout en encourageant la circulation plus libre des gens, de l'information et des idées," a indiqué M. Clark. "Compte tenu des changements historiques auxquels nous assistons dans la région, il importe d'élargir les dimensions de la CSCE. Celle-ci jouera un rôle central dans l'édification d'une Europe libre, démocratique, attachée aux principes de l'économie de libre marché et de la suprématie du droit. De fait, la CSCE va sans doute devenir un élément déterminant du nouvel échiquier européen."

"Pour la première fois, les pays membres de la CSCE consacreront une réunion complète à l'aspect économique du processus de la CSCE," a déclaré M. Crosbie. "À titre de ministre du Commerce extérieur, j'accueille cet événement avec joie, car il offre une tribune au Canada et aux 34 autres membres de la CSCE pour encourager la réforme économique en URSS et en Europe de l'Est, de façon à permettre à ces pays de relever le défi que présente l'intégration à la communauté économique mondiale," d'ajouter M. Crosbie.

Les ministres Clark et Crosbie ont fait remarquer que le Canada avait déjà pris des mesures pour venir en aide à l'Europe de l'Est, en mettant en application un programme d'aide à la Pologne et à la Hongrie d'une valeur de 71 millions de dollars et en participant à la création d'une Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

.../2